

**ASSOCIATION FRANÇAISE
DE L'ASSURANCE**



**Assurances de biens
et de responsabilité**

Etude
Mai 2016

L'assurance des catastrophes naturelles en 2014

ASSOCIATION
FRANÇAISE
DE L'ASSURANCE

Ce document est la propriété exclusive de l'AFA et est protégé par le droit d'auteur. La reproduction, la représentation et la diffusion de tout ou partie de ce document ne peuvent se faire, en dehors du périmètre de la société ou de l'organisme destinataire de ce document, qu'avec l'autorisation de la direction émettrice de l'AFA.

Direction des études et des statistiques de l'AFA
26, boulevard Haussmann - 75311 Paris Cedex 09
E-mail : statdom@ffsa.fr
www.ffsa.fr - www.gema.fr

LES CATASTROPHES NATURELLES EN 2014

SYNTHESE

Sous l'impulsion de la hausse des primes dommages aux biens des particuliers (+ 4,5 %), le montant des cotisations émises au titre des catastrophes naturelles* progresse de 2,3 % en 2014 pour s'établir à 1 555 M€.

Le résultat du compte technique diminue de 73 M€ par rapport à 2013 pour s'établir à 65 M€. C'est la première baisse enregistrée par le régime depuis l'exercice 2010 qui avait été frappé par les inondations causées par la tempête Xynthia. Cette diminution résulte pour l'essentiel de la hausse de la charge de prestations, et ce malgré un poids moindre de la charge de réassurance qui recule de près de 10 points de cotisations.

Pour l'exercice 2014, la charge des sinistres s'établit à 930 M€ correspondant à un rapport sinistres à primes de 60 %. Les particuliers ont été plus durement touchés que les entreprises (S/P respectifs de 70 % et 46 %).

70 % des indemnités versées en 2014 par les assureurs sont consécutives aux différents épisodes cévenols qui ont touché le sud-est de la France à l'automne.

A fin 2014, l'évaluation du coût global de la sécheresse s'établit à 5,9 Mds d'euros, ce qui représente un tiers du total des indemnités versées par le régime des catastrophes naturelles depuis sa mise en place en 1982.

* cf. définition du régime des catastrophes naturelles page suivante

CHIFFRES CLES 2014

⇒ Données comptables

• Montant des cotisations	1 555 M€
• Evolution des cotisations /2013.....	+ 2,3 %
• Montant de la charge des prestations.....	839 M€
• Evolution de la charge des prestations /2013	+ 35,5 %
(Tous exercices de survenance)	
• Solde du compte C1 (en % des cotisations).....	+ 4,2 %
• Solde du compte C1	+ 65 M€
• Evolution du solde du compte C1 /2013	- 73 M€
• Provisions d'égalisation des assureurs directs.....	217 M€
Provisions CCR	2 661 M€

⇒ Sinistralité

• Fréquence des sinistres	1,1 ‰
• S/P (vu en fin de première année).....	60 %
• Evaluation du coût de la sécheresse (vu fin 2014).....	5,9 milliards d'€

PRESENTATION

Le régime légal des catastrophes naturelles

Aux termes de la loi initiée en juillet 1982, sont considérés comme effets des catastrophes naturelles « les dommages matériels directs non assurables ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises » (Article L. 125-1 alinéa 3 du Code des assurances). Les événements le plus souvent constatés sont les inondations, les coulées de boue, la sécheresse et, dans une moindre mesure, l'action mécanique des vagues, les glissements et affaissements de terrain, les avalanches, raz de marée et les tremblements de terre.

Les dommages causés par le vent ont été définitivement écartés du champ d'application du régime des catastrophes naturelles par la loi du 25 juin 1990. En effet, cette loi a permis la généralisation de la garantie tempête en rendant obligatoire la couverture des dommages résultants des effets du vent dû aux tempêtes, ouragans et cyclones pour toute personne détentrice d'un contrat d'assurance garantissant les dommages d'incendie.

En assurant ses biens contre l'incendie, les dégâts des eaux, le vol..., l'assuré est automatiquement couvert contre les dégâts dus aux catastrophes naturelles. La garantie catastrophes naturelles prévoit la prise en charge des dommages matériels causés aux biens assurés et à eux seuls. Elle joue seulement si un arrêté interministériel paru au Journal officiel constate l'état de catastrophe naturelle.

Cette étude a été réalisée à partir des données recueillies dans l'enquête spécifique sur les catastrophes naturelles adressée aux sociétés membres de l'AFA, complétées par les informations provenant des états comptables réglementaires.

SOMMAIRE

PARTIE 1 : Données comptables	p. 3
1. Poids économique et évolution	p. 3
2. Résultats comptables	p. 4
PARTIE 2 : Analyse de la sinistralité sur la période 1982-2014	p. 7
1. Comparatif international	p. 7
2. Evénements survenus en 2014	p. 8
3. Analyse de la sinistralité depuis 1982	p. 11
4. Les inondations	p. 15
5. La sécheresse	p. 17
6. Résultats catastrophes naturelles par département	p. 20
ANNEXES :	p. 24
1. Les résultats comptables et techniques	p. 25
2. Historique des fréquences des sinistres par catégories d'assurés	p. 31

1^{re} PARTIE : DONNEES COMPTABLES

Les données comptables étudiées dans cette première partie sont issues des états comptables C1, C10 et C11. Les résultats sont extrapolés sur la base de 100 % du marché national après réintégration des cotisations des succursales étrangères d'un pays membre de l'Union Européenne.

1. POIDS ECONOMIQUE ET EVOLUTION

Le montant des cotisations émises en 2014 au titre de l'assurance des catastrophes naturelles s'élève à 1,6 milliard d'euros, représentant 3 % des cotisations de l'ensemble des assurances de biens et de responsabilité.

♦ Evolution des cotisations depuis 5 ans (primes nettes)

Source : Etats comptables C1

Année	Catastrophes naturelles	
	Cotisations (en M€)	Variation (en %)
2010	1 351	+ 1,0
2011	1 418	+ 5,0
2012	1 486	+ 4,8
2013	1 520	+ 2,3
2014	1 555	+ 2,3

♦ Répartition des cotisations selon la catégorie d'assurés

Source : états comptables C1

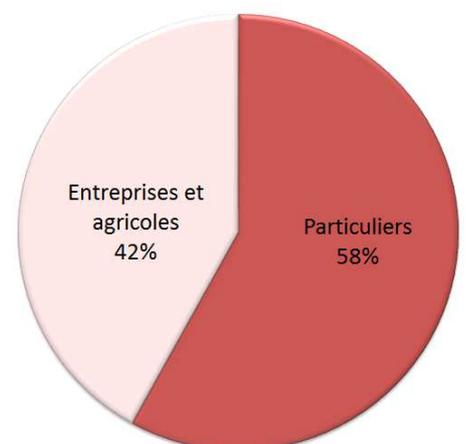
La cotisation catastrophes naturelles correspond à un taux uniforme de surprime de :

↳ 12 % sur l'assurance dommages aux biens des particuliers et des professionnels,

↳ 6 % sur les garanties vol et incendie d'un véhicule ou à défaut
0,5 % sur la garantie dommages en automobile.

Son évolution dépend donc de celle de ces branches d'assurances.

La répartition des cotisations est estimée à 900 M€ pour les particuliers et 655 M€ pour les professionnels (y compris risques agricoles soumis au régime des catastrophes naturelles).



2. RESULTATS COMPTABLES

Source : états comptables C1

Chiffres extrapolés à 100 % du marché national y compris succursales étrangères d'un pays de l'Union Européenne.

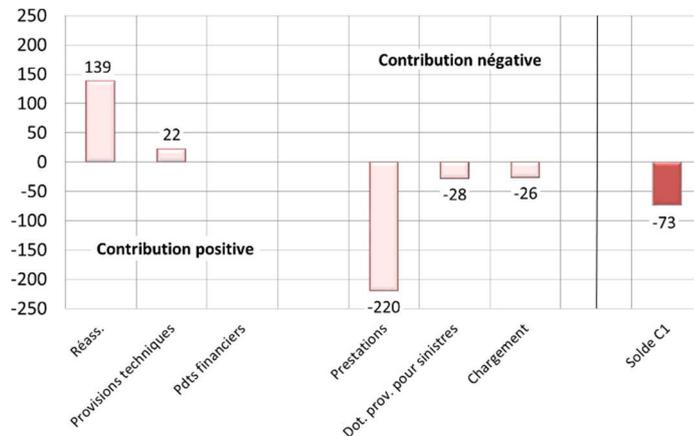
2.1. Principaux postes du compte de résultat technique

Poste	2011		2012		2013		2014	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
● Primes nettes	1 418	100	1 486	100	1 520	100	1 555	100
● Produits financiers alloués	48	3,4	46	3,1	61	4,0	61	3,9
● Charge des Prestations*	645	45,5	758	51,0	619	40,7	839	53,9
⇒ dont Sin. payés (nets de recours)*	677	47,8	605	40,7	574	37,7	788	50,7
⇒ dont Dot. aux provisions pour sinistres**	-32	-2,3	138	9,3	9	0,6	37	2,3
⇒ dont Dot. aux provisions techniques	0,0	0,0	15	1,0	36	2,4	14	0,9
● Frais d'acquisition	147	10,4	152	10,2	152	10,0	176	11,3
● Frais d'administration	86	6,1	92	6,2	93	6,1	94	6,1
● Charge de la réassurance	511	36,0	442	29,8	563	37,1	424	27,2
➔ Résultat technique	51	3,6	68	4,6	138	9,1	65	4,2

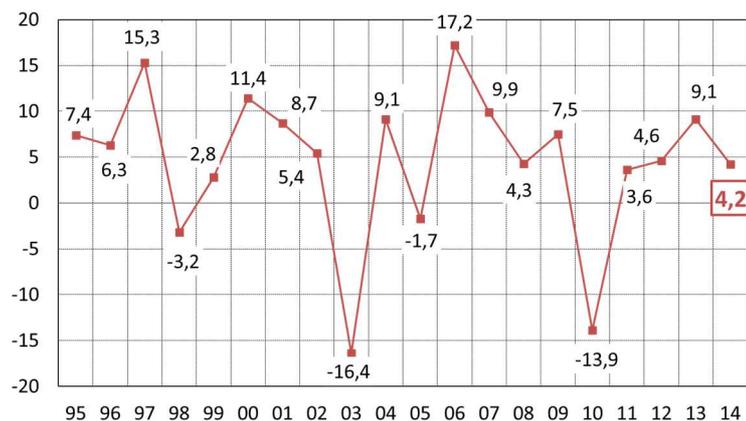
(*) Y compris les frais de gestion des sinistres

(**) Dotations nettes de recours

- ◆ Contribution des différents postes du compte de résultat technique (différentiel 2013 – 2014 en M€)



- ◆ Evolution du solde technique depuis 1995 (en % des primes nettes)



2.2. La sinistralité

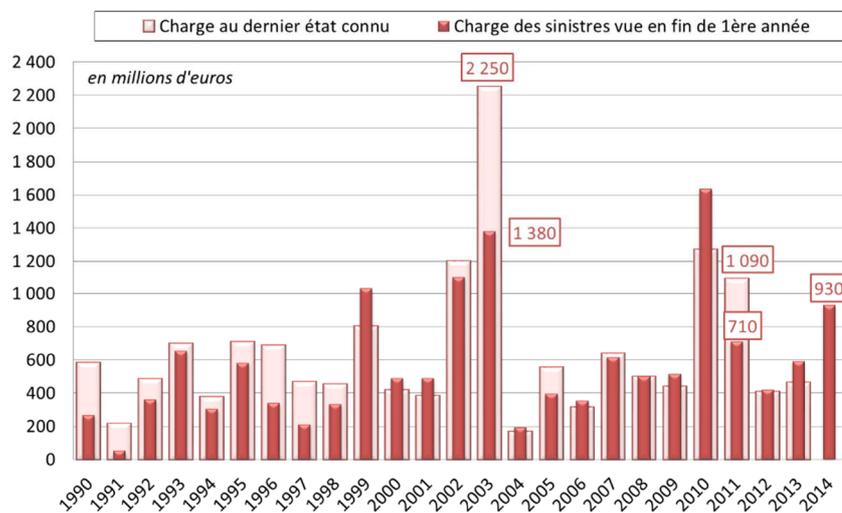
♦ Evolution de la charge des sinistres

La charge de prestations des catastrophes naturelles s'élève à 839 millions d'euros en 2014. Cette charge se répartit en :

- 788 millions d'euros au titre des sinistres payés (nets de recours y compris frais de gestion de sinistres) ;
- 37 millions d'euros au titre des dotations aux provisions de sinistres nettes de recours ;
- 14 millions d'euros au titre des dotations aux provisions d'égalisation (assimilées aux dotations aux provisions techniques).

La charge de prestations correspondant à l'exercice de survenance 2014 est évaluée quant à elle à 930 millions d'euros.

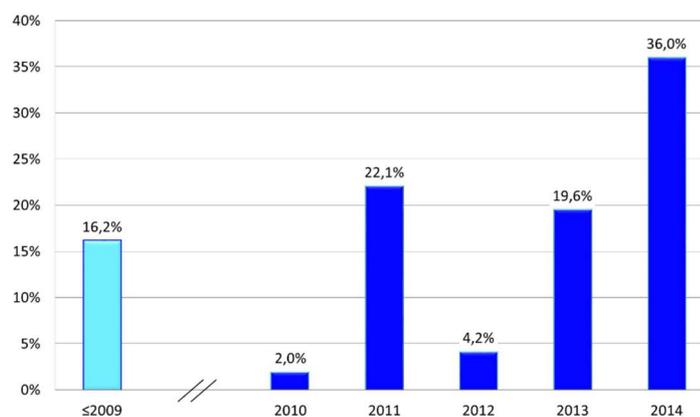
Le graphique ci-dessous illustre l'évolution de la charge des sinistres depuis 1990 par exercice de survenance (charge vue au 1^{er} inventaire et au dernier état connu).



Ce graphique permet de visualiser l'impact des sinistres sécheresse sur les comptes des assureurs. Ainsi, pour les exercices 1990, 1996 et 1997, la charge des sinistres a plus que doublé entre le 1^{er} inventaire et le dernier état connu, celle de 2003 a été réévaluée de plus de 60 % et celle de 2005 de 40 %.

♦ Répartition de la charge des sinistres payés en 2014

Source : états comptables C11

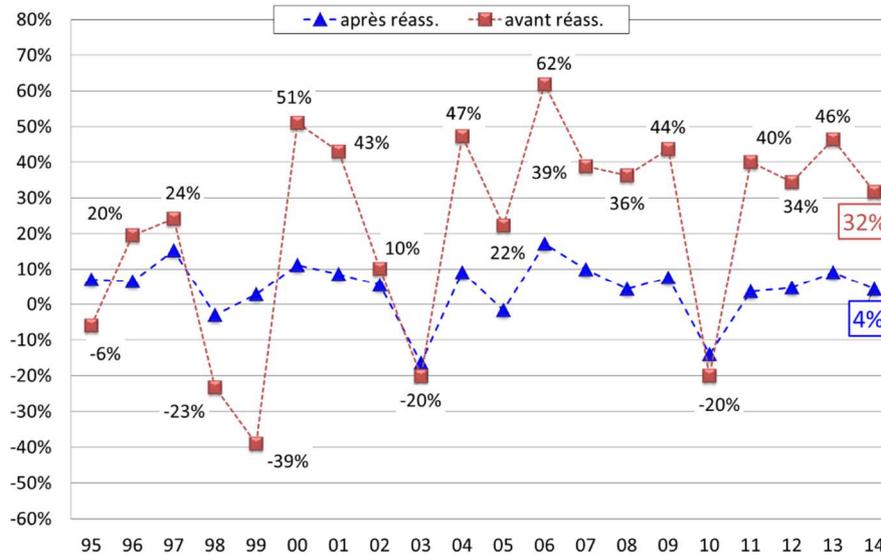


Hors sinistres sécheresse, la charge des sinistres catastrophes naturelles est liquidée les premières années. Aussi, les flux correspondant aux exercices 2009 et antérieurs concernent-ils essentiellement la sécheresse.

2.3. La réassurance

♦ Impact de la réassurance sur le résultat technique

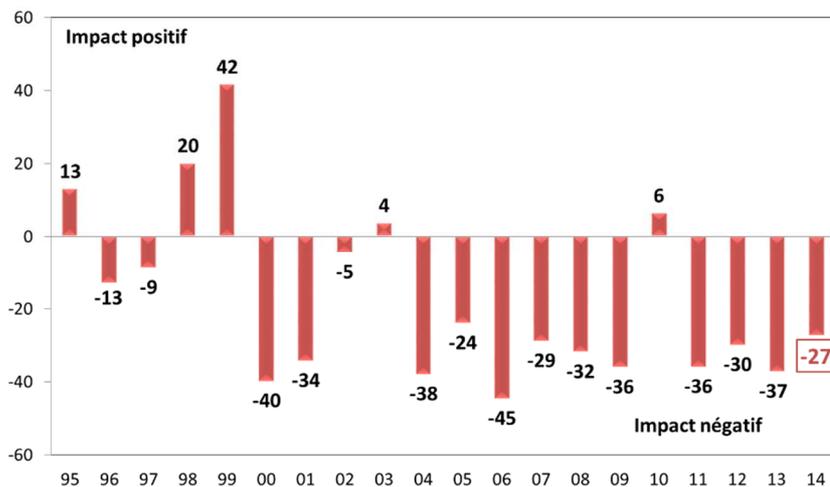
Source : états comptables C1



Le résultat technique est représenté ci-dessus en pourcentage des primes avant et après réassurance. L'effet lissant de la réassurance est bien visible.

♦ Impact de la réassurance sur le ratio combiné comptable en points de pourcentage

Source : états comptables C1



Lecture : en 2010, la réassurance a permis d'améliorer de 6 points le ratio combiné comptable

A la suite de la réforme du régime des catastrophes naturelles intervenue fin 1999, la charge de la réassurance s'est alourdie du fait de la forte augmentation du montant des primes cédées (+ 54 % entre 1999 et 2000). En effet, le taux de surprime est passé de 9 à 12 %, hausse à laquelle s'est ajoutée la suppression des commissions reçues des réassureurs.

2^{EME} PARTIE : ANALYSE DE LA SINISTRALITE CATASTROPHES NATURELLES SUR LA PERIODE 1982-2014

1. COMPARATIF INTERNATIONAL

Source : Swiss Ré – Sigma n° 2/2015

En 2014, 189 catastrophes naturelles majeures ont été recensées dans le monde, ce nombre n'a jamais été atteint en une seule année, elles ont généré des sinistres pour 28 milliards USD de dommages assurés, le plus faible niveau de sinistres depuis 2009, qui s'inscrit bien en dessous de la moyenne d'environ 58 milliards USD, corrigée de l'inflation, des 10 années précédentes, ces catastrophes ont fait plus de 7 000 victimes ⁽¹⁾.

➤ Les catastrophes naturelles les plus coûteuses en 2014 dans le monde

Date/début	Evénement	Pays	Victimes ⁽¹⁾	Dommages assurés (en M\$)
14/09/2014	Ouragan Odile	Mexique	6	1 700
27/04/2014	Tempêtes orageuses, grosse grêle, 83 tornades, graves crues soudaines	USA	33	1 220
27/09/2014	Tempêtes orageuses avec des vents soufflant jusqu'à 108 km/h, grêle, crues soudaines	USA	-	905
12/10/2014	Cyclone Hudhud	Inde	68	632
27/03/2014	Tempêtes orageuses, vents soufflant jusqu'à 129 km/h, grosse grêle, tornades	USA	-	592

⁽¹⁾ Morts ou disparus

➤ Les 10 catastrophes naturelles les plus coûteuses dans le monde depuis 1970

Dans cet historique des catastrophes naturelles les plus coûteuses enregistrées depuis 1970, huit ont eu lieu au cours de la dernière décennie.

Date	Evénement	Pays	Victimes ⁽¹⁾	Dommages assurés en millions de \$ (constant 2014)
25/08/2005	Ouragan Katrina	USA, Bahamas, Atlantique Nord, golfe du Mexique	1 836	78 683
11/03/2011	Séisme (M _w 9.0), tsunami	Japon	18 520	36 828
24/10/2012	Ouragan Sandy	USA	237	36 079
23/08/1992	Ouragan Andrew	USA, Bahamas	43	26 990
17/01/1994	Séisme de Northridge (M _w 6.6)	USA	61	22 355
06/09/2008	Ouragan Ike	USA, Caraïbes, golfe du Mexique	136	22 258
22/02/2011	Séisme (M _w 6.3), répliques	Nouvelle-Zélande	815	16 836
02/09/2004	Ouragan Ivan	USA, Caraïbes, Barbade	181	16 157
27/07/2011	Mousson, inondations	Thaïlande	119	15 783
19/10/2005	Ouragan Wilma	USA, Mexique, Jamaïque et Haïti	35	15 234

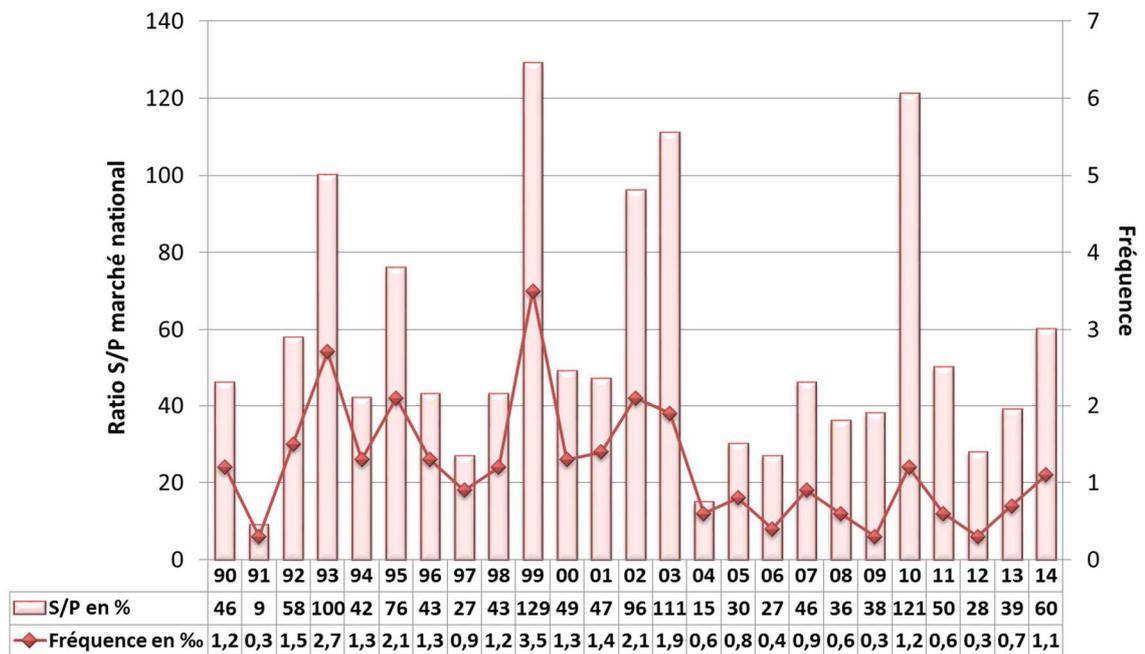
Les dommages causés par le passage d'un ouragan incluent à la fois ceux dus à l'onde de la tempête et aux inondations.

2. EVENEMENTS SURVENUS EN 2014

Les résultats présentés dans cette partie sont issus de l'enquête spécifique annuelle réalisée auprès des sociétés adhérentes à l'AFA. Trente-six sociétés ont transmis leurs résultats, elles représentent 80 % des cotisations perçues par le marché national. Comme il s'agit de chiffres vus en fin de première année, **ils reflètent principalement la sinistralité inondation**. Ces données sont par ailleurs complétées par l'exploitation de l'historique des arrêtés catastrophes naturelles (source CCR).

2.1. Historique du rapport sinistres à primes et de la fréquence depuis 1990 (vu en fin de 1^{re} année)

Nota : Le ratio S/P provient des états comptables C10, la fréquence est celle issue de l'enquête AFA.



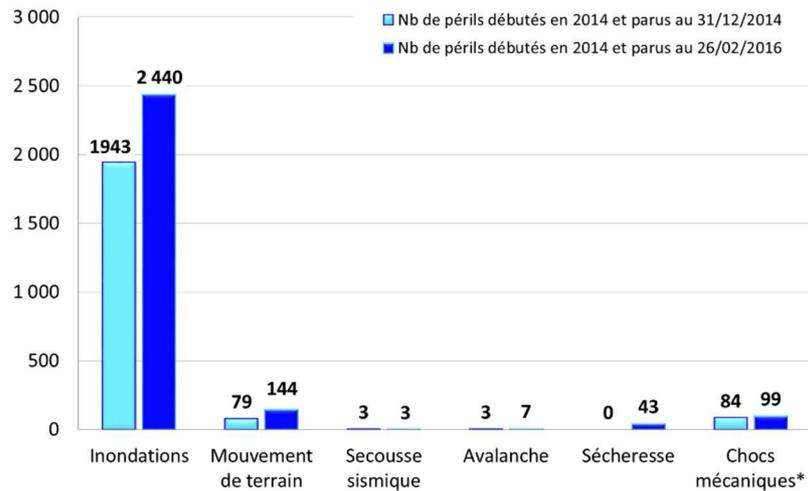
2.2. Fréquence et coût moyen des sinistres (par exercice de survenance vu en fin de 1^{re} année)

Nota : ensemble des dommages aux biens hors automobile

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Fréquence des sinistres (en %)	0,8	0,4	0,9	0,6	0,3	1,2	0,6	0,3	0,7	1,1
Sinistre moyen (en milliers d'euros)	6,0	11,5	6,8	8,6	8,3	24,3	10,8	8,4	13,6	11,1

♦ *Nombre de communes sinistrées en fonction de la nature du péril ayant débuté en 2014*

Nota : une commune est répertoriée autant de fois que d'arrêts parus.



Un séisme de magnitude 5,3 a eu lieu le 07 avril 2014 au Nord de Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence), sans faire de dégâts majeurs.

2.3. Distribution des sinistres selon leur coût individuel

Nota : ensemble des dommages aux biens hors automobile

Les montants et pourcentages ci-dessous sont exprimés par exercice de survenance.

Coût individuel (en K€)	% des dossiers					% sur l'ensemble des indemnités				
	2010	2011	2012	2013	2014	2010	2011	2012	2013	2014
- de 1,5	23,8	35,6	40,1	33,7	26,8	0,6	2,5	2,2	1,3	1,3
1,5 à 15	51,5	55,0	52,0	55,2	61,2	11,9	25,5	32,6	18,3	27,9
15 à 75	18,2	6,9	6,5	8,6	9,8	26,7	23,0	25,5	17,4	27,9
75 à 150	3,9	1,6	0,9	1,2	1,4	17,3	15,1	11,2	8,2	12,6
150 et +	2,5	0,9	0,5	1,3	0,8	43,5	33,9	28,5	54,8	30,3
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

2.4. Résultats par catégorie d'assurés

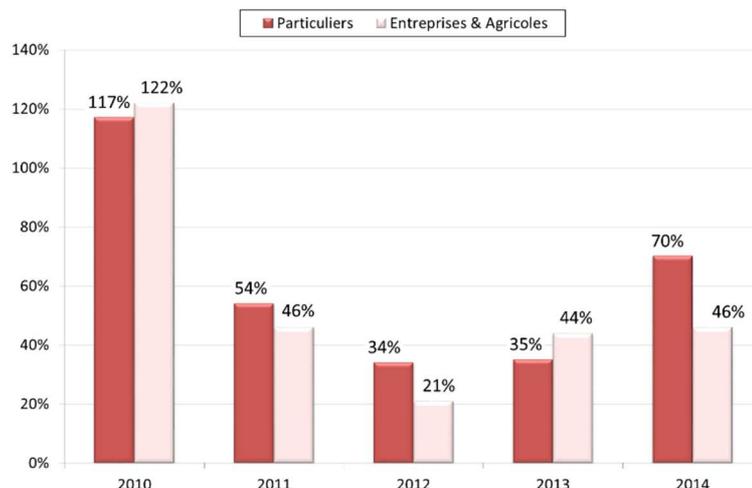
♦ *Fréquence et sinistre moyen vus en fin de première année*

Nota : dommages aux biens hors automobile

	Fréquence des sinistres (en ‰)					Sinistre moyen (en milliers d'euros)				
	2010	2011	2012	2013	2014	2010	2011	2012	2013	2014
Particuliers	1,2	0,6	0,3	0,7	1,1	17,3	8,2	5,9	8,0	8,7
Entreprises et agricoles	1,7	1,1	0,4	0,7	1,2	63,4	33,0	25,6	66,2	33,8

♦ *Ratios S/P (en %) vus en fin de première année*

Les montants et pourcentages ci-dessous sont exprimés par exercice de survenance.

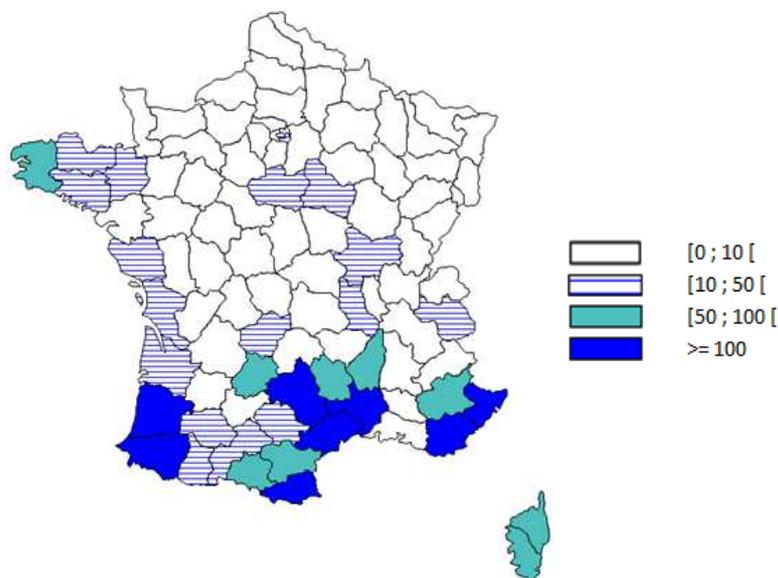


2.5. Ventilation géographique des résultats de l'exercice

Avertissement : les sociétés ayant ventilé leurs résultats par départements totalisent 65 % des cotisations et présentent un rapport S/P inférieur à la moyenne nationale.

♦ *Rapport S/P par département en 2014*

	Rapport S/P en %
Minimum (23 - Creuse)	0,0
1 ^{er} quartile	1,9
Médiane	4,7
Moyenne	36,5
3 ^e quartile	25,6
9 ^e décile	78,4
Maximum (83 - Var)	512,8
Ecart type	85,7



En janvier 2014, dans le sud-ouest, un épisode pluvieux a provoqué des inondations consécutives à des débordements de cours d'eau. Ce même mois, le sud-est connaissait également d'importantes précipitations ayant entraîné des inondations, principalement dans le Var et les Alpes-Maritimes.

En février, suite à la survenance de plusieurs tempêtes et dépressions, la Bretagne et plus particulièrement le Finistère, ont été touchés par des inondations.

De septembre à novembre, plusieurs épisodes cévenols ont engendré d'importantes inondations dans le sud-est de la France. Le coût pour la profession de ces événements de l'automne a été chiffré à 660 M€, impactant fortement le ratio S/P pour ces départements.

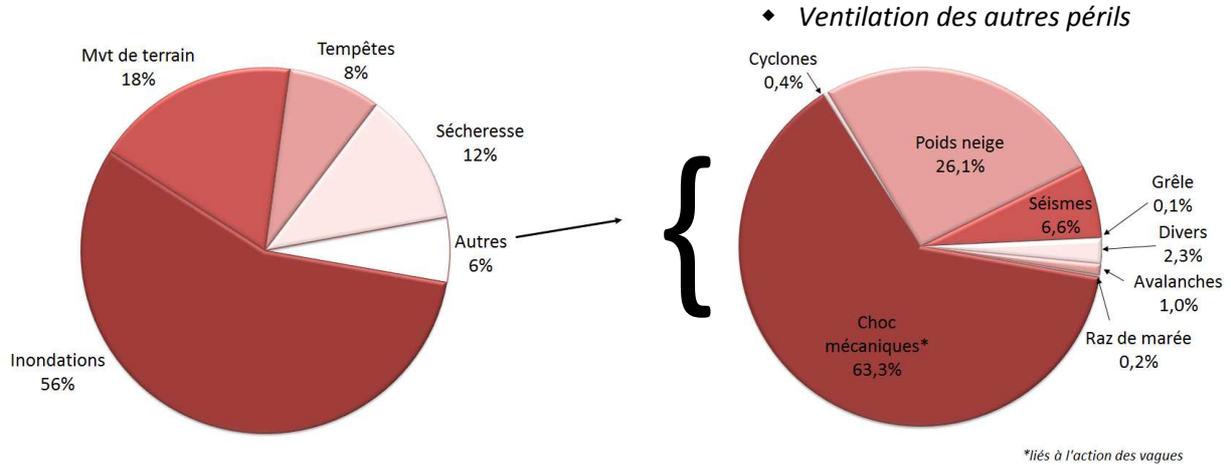
3. ANALYSE DE LA SINISTRALITE DEPUIS 1982

3.1. Dénombrement des communes sinistrées depuis 1982

Source : CCR, Journal Officiel, situation du fichier des arrêtés catastrophes naturelles au 26 février 2016

- ♦ Répartition des arrêtés par nature de périls (cumul 1982-2014)

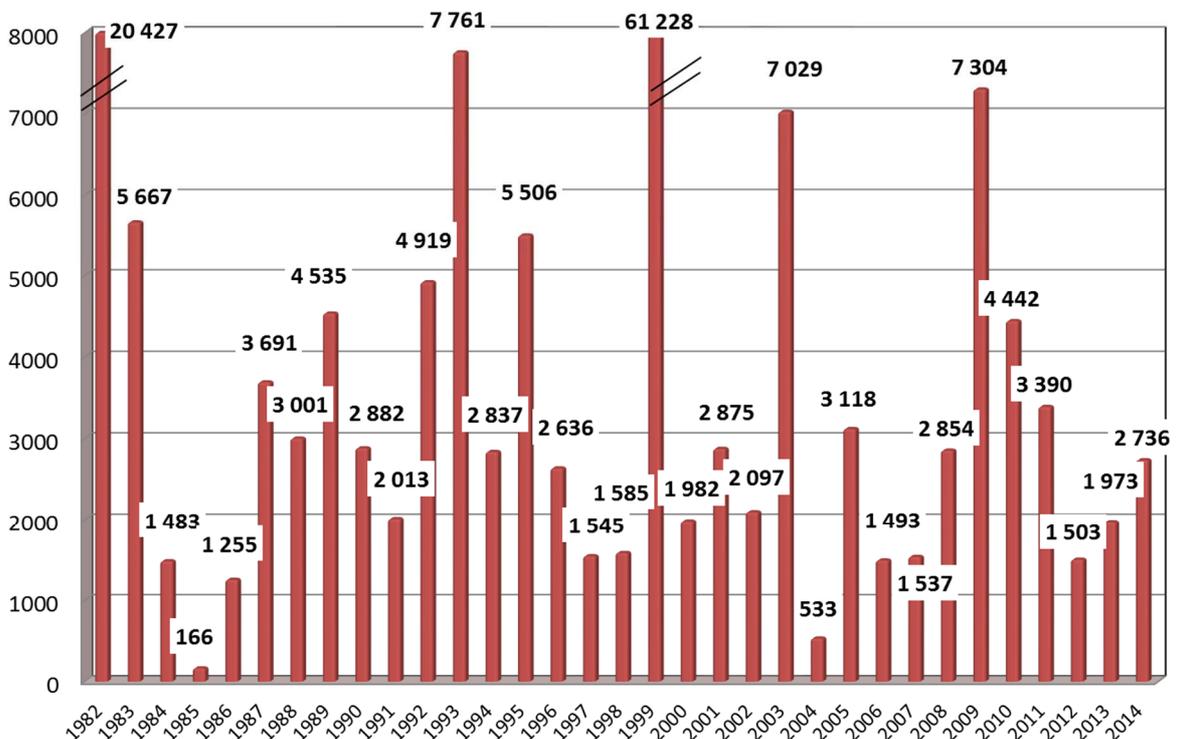
Nota : une commune sinistrée est répertoriée autant de fois que d'arrêtés parus.



Hors sinistres Tempête Grêle Neige, les inondations représentent 62 % des arrêtés publiés.

- ♦ Evolution du nombre de communes sinistrées par année de début de l'événement depuis 1982

Nota : une commune est répertoriée chaque année autant de fois que d'arrêtés parus.



Au total, sur les 36 529 communes que comptabilise la France, 99,8 % d'entre elles ont fait l'objet d'au moins un arrêté catastrophes naturelles depuis 1982.

♦ Les modulations de franchise

La récurrence d'événements affectant une même commune a conduit les pouvoirs publics à mettre en place des plans de prévention (PPR). L'absence de PPR conduisant en cas de nouvelle catastrophe à une modulation de la franchise.

L'article A125-1 énonce que, dans une commune non dotée d'un PPR pour le risque faisant l'objet d'un arrêté catastrophes naturelles, la franchise est modulée en fonction du nombre d'arrêtés intervenus pour le même risque et comptabilisés sur les 5 ans précédant la date de la nouvelle constatation (hors tempête 1999).

Les articles A 125-1 et A 125-2 du Code reprennent le principe de la modulation suivant :

- 1^{er} et 2^e arrêté : application de la franchise ;
- 3^e arrêté : doublement de la franchise ;
- 4^e arrêté : triplement de la franchise ;
- 5^e arrêté et suivants : quadruplement de la franchise.

La modulation ne s'applique pas si un PPR est approuvé. Le délai d'approbation du PPR est de 4 ans (arrêté du 4 août 2003) à compter de la date de prise de l'arrêté prescrivant le Plan (si le PPR n'est pas approuvé pendant ce délai, le principe de la modulation des franchises s'applique alors).

Le tableau suivant montre la répartition du nombre de communes en fonction de la modulation de franchise maximum appliquée pour les événements inondation et sécheresse.

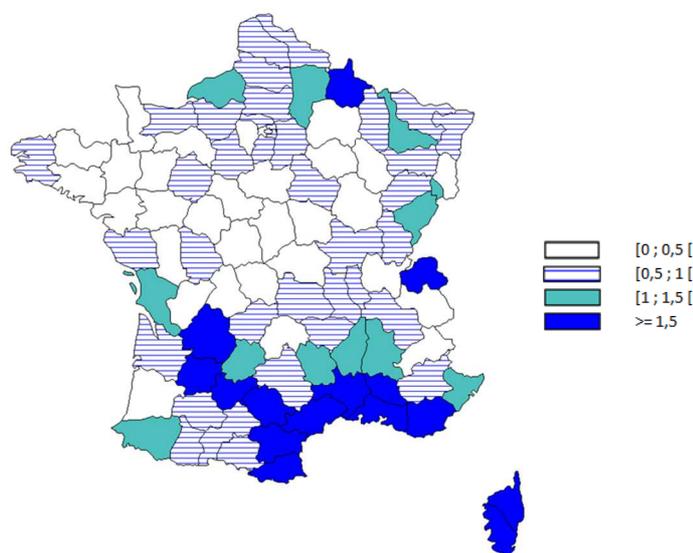
Franchise applicable	Nombre de communes									
	Inondations					Sécheresse				
	Vu fin 2010	Vu fin 2011	Vu fin 2012	Vu fin 2013	Vu fin 2014	Vu fin 2010	Vu fin 2011	Vu fin 2012	Vu fin 2013	Vu fin 2014
Doublée	552	561	554	532	490	197	207	344	348	347
Triplée	166	166	164	154	134	89	88	103	98	98
Quadruplée	38	36	36	35	26	44	44	44	40	40

3.2. Ventilation géographique des résultats sur la période 1988-2014

Nota : sont récapitulés ci-dessous les résultats cumulés sur l'ensemble de la période 1988-2014. Il s'agit de statistiques observées en fin de 1^{re} année, c'est donc principalement le **péril inondation** qui est appréhendé.

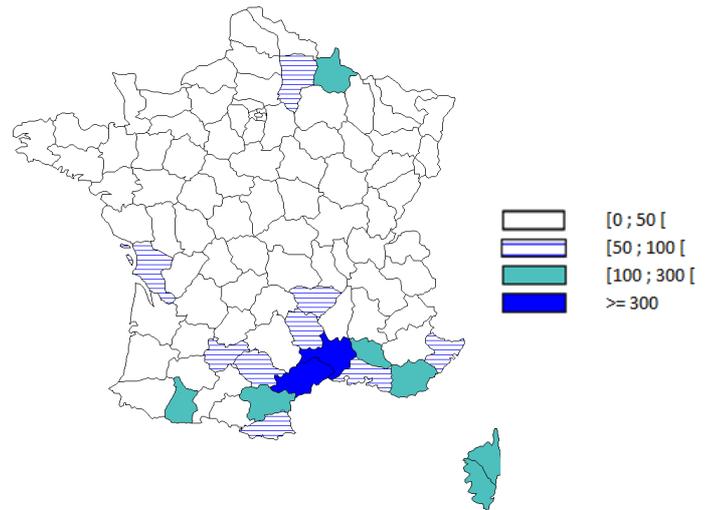
♦ Fréquence départementale des sinistres cumulée 1988-2014

	Fréquence des sinistres cumulée en ‰
Minimum (23 - Creuse)	0,1
1 ^{er} quartile	0,4
Médiane	0,6
Moyenne	1,0
3 ^e quartile	1,1
9 ^e décile	1,6
Maximum (34 - Hérault)	7,0
Ecart type	1,1

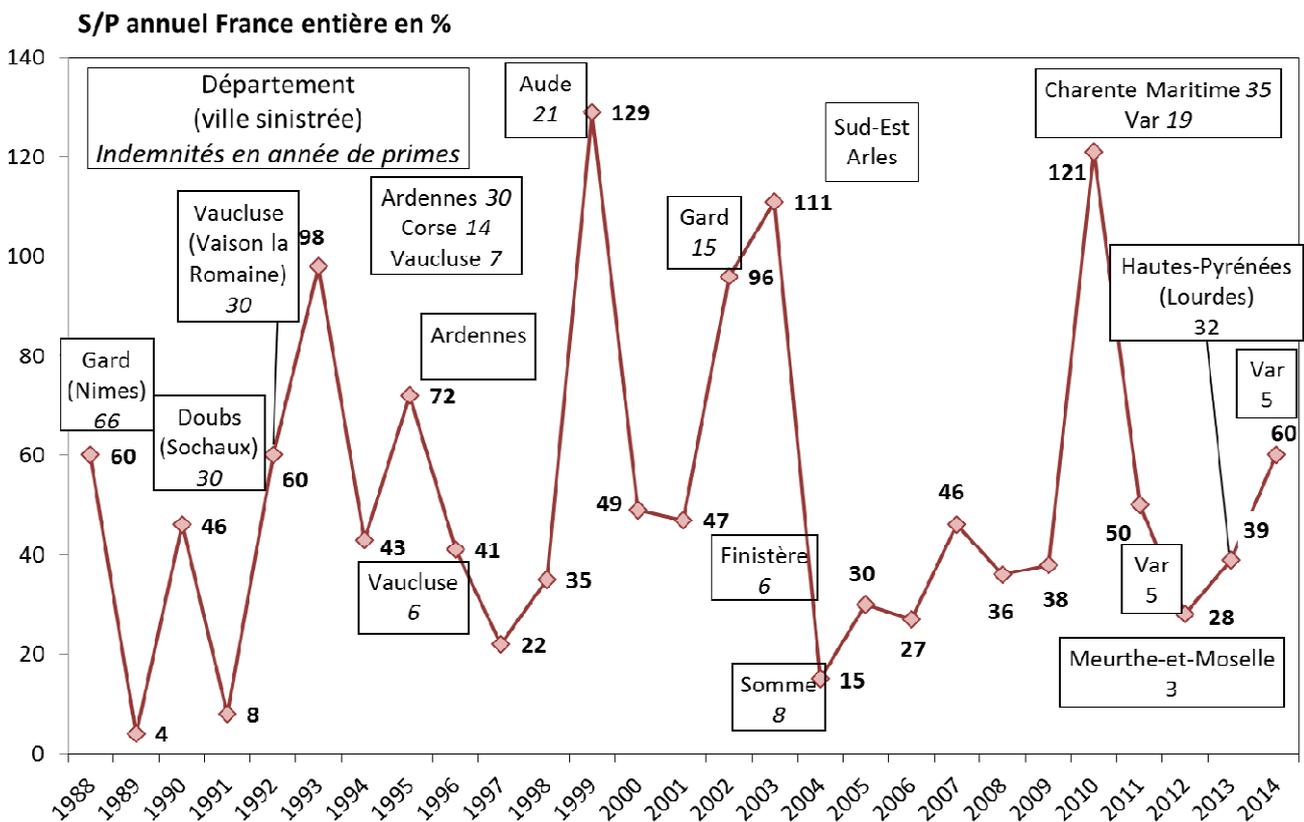


◆ Rapport S/P départemental cumulé 1988-2014

	Rapport S/P cumulé en %
Minimum (23 - Creuse)	1,6
1 ^{er} quartile	10,2
Médiane	16,5
Moyenne	40,3
3 ^e quartile	40,3
9 ^e décile	72,6
Maximum (30 - Gard)	390,9
Ecart type	65,6



◆ Comparaison par rapport aux principaux événements (hors sécheresse) sur la période 1988-2014



Lecture : Les inondations de Nîmes en 1988 représentent 66 années de primes collectées dans le département du Gard. Le S/P national en 1988 s'établit à 60 %.

3.3. Historique des principaux événements catastrophes naturelles depuis 1988

Événements dont le coût estimé est supérieur à 100 M€ actualisés			Coût pour le marché national	
Régime d'assurance	Exercice de survenance	Désignation de l'événement	en M€	en M€ constants*
Cat Nat	1988	Inondations Nîmes/octobre	290	660
Cat Nat	1989 à 2002	Subsidence	2 820	5 186
Cat Nat	1990	Inondations de Besançon/février	150	319
Cat Nat	1992	Inondations Vaison la Romaine/septembre	240	476
Cat Nat	1993	Inondations Bouches du Rhone/septembre	130	247
Cat Nat	1993	Crues du Rhone/octobre	170	323
Cat Nat	1993-1994	Inondations du Nord/décembre-février	150	285
Cat Nat	1995	Inondations du Nord/ janvier-février	380	675
Cat Nat	1996	Séisme d'Annecy/juillet	59	102
Cat Nat	1999	Inondations del'Aude/novembre	290	479
Cat Nat	1999	Inondations Tempête Lothar et Martin/février	170	281
Cat Nat	2000	Inondations de Bretagne/décembre	70	111
Cat Nat	2002	Cyclone Dina - Réunion/janvier	90	135
Cat Nat	2002	Inondations du Gard/septembre	700	1 050
Cat Nat	2003	Inondations du Rhône/décembre	670	969
Cat Nat	2003	Subsidence	1 300	2 054
Cat Nat	2004-2010	Subsidence	1 010	1 261
Cat Nat	2007	Cyclone Dean-Guadeloupe/août	190	229
Cat Nat	2008	Inondations du Centre-Est/novembre	140	161
Cat Nat	2010	Inondations Tempête Xynthia / février	745	823
Cat Nat	2010	Inondations du Var/juin	615	680
Cat Nat	2011	Inondations du sud de la France/novembre	215	227
Cat Nat	2011	Subsidence	800	845
Cat Nat	2012	Subsidence	250	257
Cat Nat	2013	Inondations du Sud-Ouest(Lourdes)/juin	270	273
Cat Nat	2014	Inondations du Var et SE/janvier	140	140
Cat Nat	2014	Inondations du SE/septembre	170	170
Cat Nat	2014	Inondations de l'Hérault/septembre	150	150
Cat Nat	2014	Inondations Var et Corse/novembre	200	200
Total	29		12 574	18 767

* coût en euros 2014 revalorisé par l'indice FFB

Source AFA (en gras dans le tableau) et CCR

4. LES INONDATIONS

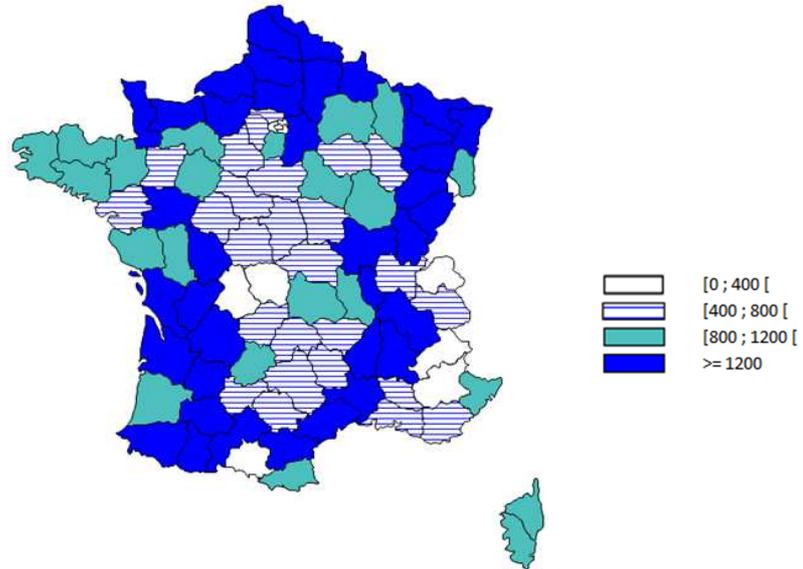
Dénombrement des communes sinistrées en inondation depuis 1982

Nota : une commune est répertoriée autant de fois que d'arrêtés parus.

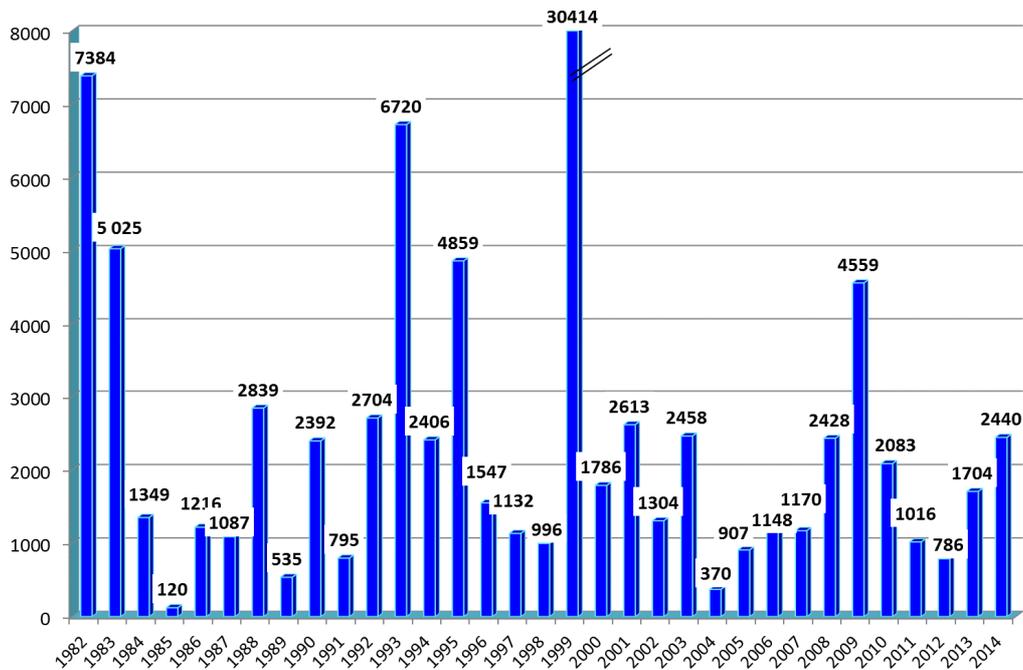
- ◆ Répartition géographique du nombre de communes sinistrées par une inondation de 1982 à 2014

Source : CCR, Journal Officiel, situation du fichier des arrêtés catastrophes naturelles au 31 mars 2016

	Nombre d'arrêtés par département
Minimum (75 - Paris)	32,0
1 ^{er} quartile	559,0
Médiane	958,0
Moyenne	1 050,4
3 ^e quartile	1 418,5
9 ^e décile	1 867,8
Maximum (70 - Haute-Saône)	2 863,0
Ecart type	611,3



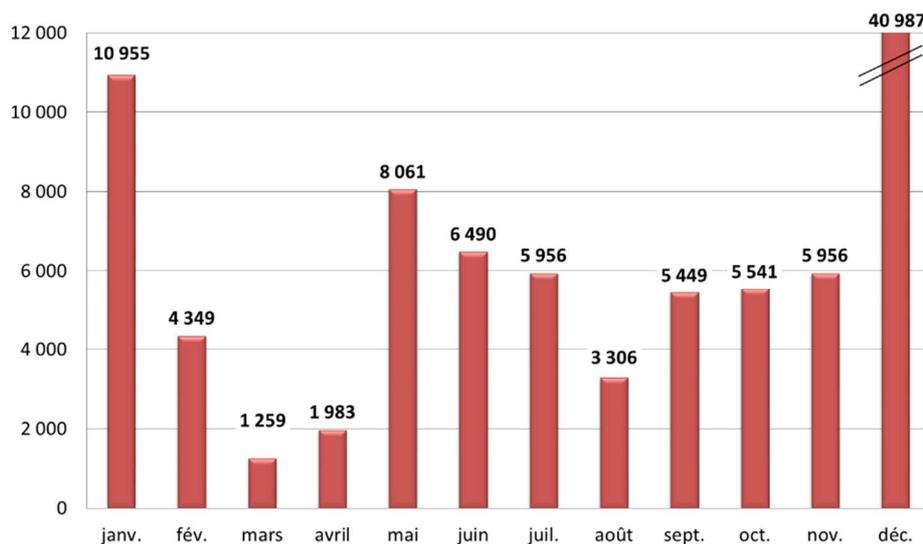
- ◆ Historique du nombre de communes sinistrées en inondation selon l'année de début de l'événement depuis 1982



- ♦ Répartition du nombre de communes sinistrées en inondation selon le mois de début de l'événement (cumul 1982-2014)

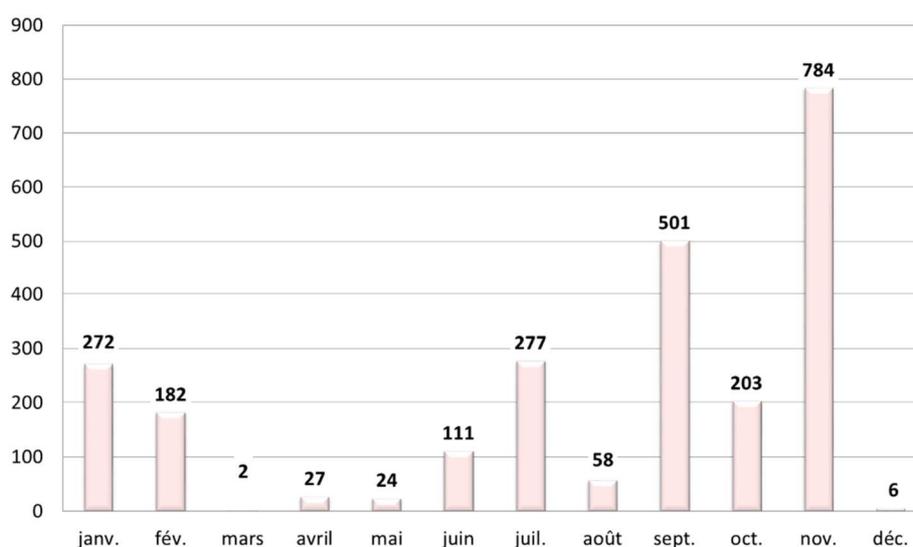
Nota : une commune est répertoriée autant de fois que d'arrêts parus.

La forte sinistralité observée au mois de décembre est due essentiellement aux années 1982 et 1999 (nombreuses inondations consécutives aux tempêtes), avec respectivement 6 122 et 27 989 communes sinistrées en inondation au cours du dernier mois de ces années.



- ♦ Répartition du nombre de communes sinistrées en inondation selon le mois de début de l'événement en 2014

Nota : une commune est répertoriée autant de fois que d'arrêts parus.



5. LA SECHERESSE

5.1. Données chiffrées

Un questionnaire spécifique permettant d'évaluer l'impact de la sécheresse dans le régime catastrophes naturelles est intégré à l'enquête. Vingt-trois sociétés ont répondu (totalement ou en partie), elles représentent 72 % des cotisations émises au titre des dommages aux biens des particuliers.

Nota : les évaluations effectuées ci-dessous reposent sur le nombre et le coût (paiements et provisions) des sinistres connus ; elles n'intègrent donc pas d'estimation concernant les IBNR. L'évaluation des exercices les plus récents est à considérer avec prudence car constituée principalement de provisions.

♦ Répartition des sinistres et du coût de la sécheresse par année de survenance vue à fin 2014

	Nombre de communes reconnues en catastrophes naturelles au titre de la sécheresse		Nombre total de sinistres connus (en milliers)	Coût de la sécheresse à fin 2014	
	Déclarées au 26/02/2016	Déclarées à fin 2014		en M€	en M€ 2014 ⁽¹⁾
1989	3 574	3 574	12,5	230	502
1990	393	393	36,8	355	755
1991	1 196	1 196	24,5	250	508
1992	1 041	1 041	23,0	180	357
1993	802	802	23,0	190	361
1994	102	102	8,6	70	129
1995	331	331	18,0	130	231
1996	582	582	37,7	360	624
1997	341	341	32,2	280	479
1998	555	555	44,1	320	537
1999	88	88	12,2	110	182
2000	63	63	6,0	60	96
2001	15	15	3,5	30	46
2002	698	698	25,4	255	383
2003	4 437	4 437	137	1 300	1881
2004	106	106	4,4	40	55
2005	2 186	2 186	25,3	365	490
2006	326	326	7,5	135	170
2007	248	248	9,0	160	199
2008	136	136	4,0	55	63
2009	600	600	13,0	215	247
2010	103	103	2,6	40	44
2011	2 300	2 300	49,2	660	698
2012	651	650	12,6	130	134
2013	23	23	1,0	7	7
2014	43	0	0	0	0
Ensemble	20 940	20 896	573,1	5 932	9 176

(1) Réévalué par l'indice FFB

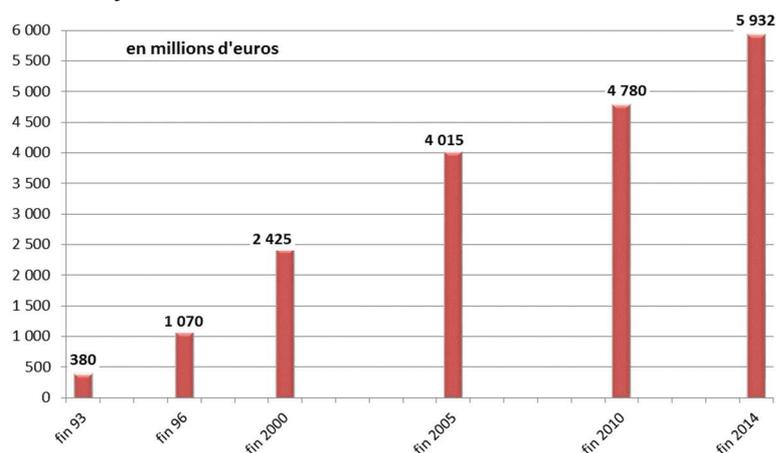
Par rapport à l'évaluation précédente, ce sont principalement les charges imputables à des sinistres sécheresse survenus en 2011 et 2012 qui ont été réévaluées : celles-ci s'établissent respectivement à 660 M€ et 130 M€ à fin 2014 mais pourraient in fine atteindre 800 et 250 M€.

Par ailleurs, l'exercice 2014 ayant été peu concerné par des épisodes de sécheresse, le coût pour cet exercice ne devrait pas dépasser 70 M€.

◆ *Evaluation du coût de la sécheresse entre fin 1993 et fin 2014*

L'alourdissement du coût de la sécheresse est de 102 millions d'euros en 2014 (après 580 M€ en 2013), ce qui porte le coût total à 5,9 milliards d'euros à la fin 2014.

Le coût moyen actualisé des sinistres concernés est de l'ordre de 16 000 € (tous exercices confondus).



Ainsi, à fin 2014, 32 % des indemnités catastrophes naturelles (paiements et provisions) versées depuis 1982 concernent des sinistres sécheresse (contre 12 % vu fin 1993).

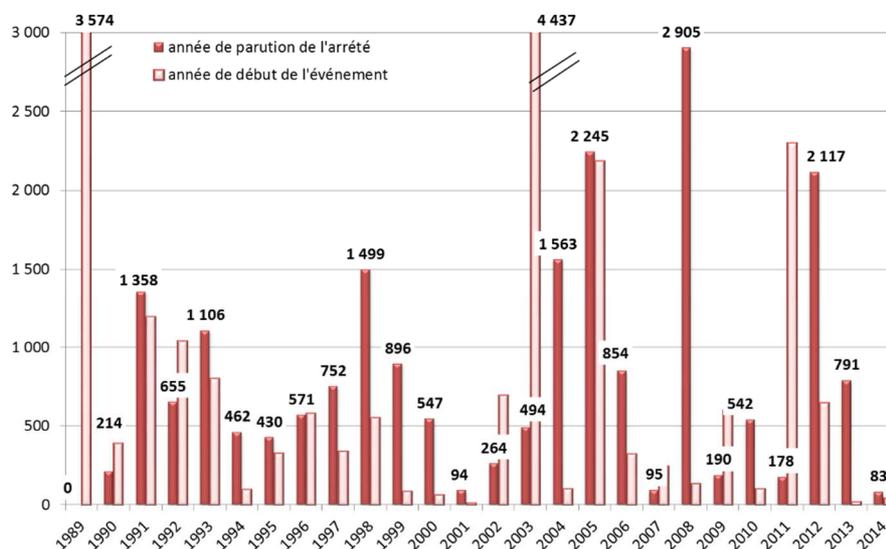
La partie suivante fournit des éléments qualitatifs concernant la sécheresse, issus des arrêtés catastrophes naturelles.

5.2. Les arrêtés sécheresse

Source : Journal Officiel – Arrêtés catastrophes naturelles (situation au 31/03/2016)

Nota : une commune est répertoriée autant de fois que d'arrêtés parus.

◆ *Historique du nombre de communes reconnues en catastrophes naturelles au titre de la sécheresse*



◆ *Répartition des communes sinistrées selon le nombre d'arrêtés sécheresse*

De 1988 à 2014, 20 905 arrêtés catastrophes naturelles par communes liés à la sécheresse sont dénombrés. Certaines communes ont été touchées plus d'une fois, ce qui ramène à 8 353 le nombre de communes différentes sinistrées.

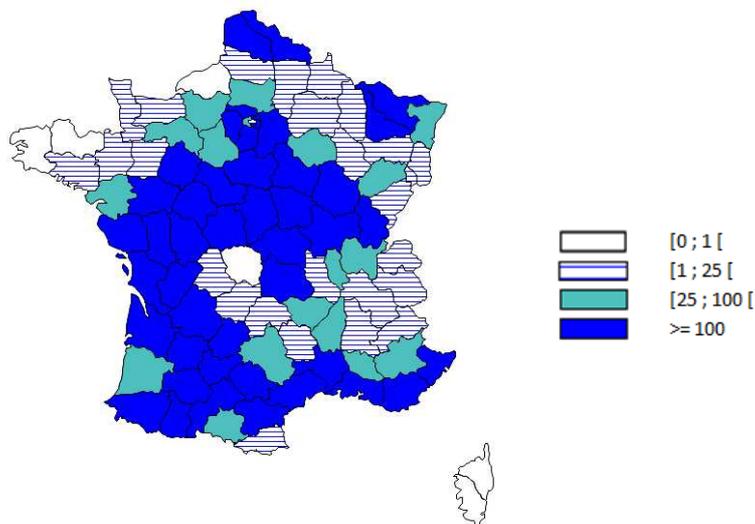
Nombre de fois touchées	Répartition (en %)	Nombre de communes
1	45,3	3 786
2	18,6	1 549
3	12,1	1 011
4	8,9	743
5 et +	15,1	1 264
Nbre de communes sinistrées	100	8 353

Lecture : 18,6 % des communes sinistrées sécheresse ont été touchées 2 fois exactement.

- ◆ Dispersion des départements suivant le nombre de communes sinistrées en sécheresse

	Nombre de communes sinistrées en sécheresse
Minimum (20, 22, 23, 29, 76)	0,0
1 ^{er} quartile	17,8
Médiane	100,0
Moyenne	232,3
3 ^e quartile	264,8
9 ^e décile	607,0
Maximum (31)	1 639,0
Ecart type	349,1

- ◆ Répartition en nombre des communes sinistrées en sécheresse par département depuis 1988

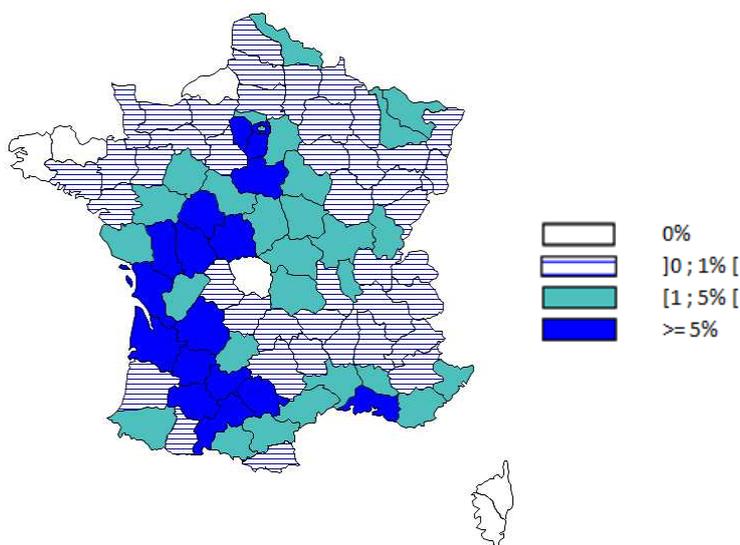


La moitié ouest de la France (à l'exception de la Bretagne) a été la plus exposée aux effets de la sécheresse. Une corrélation étroite s'observe entre la répartition des zones sinistrées et la présence à faible profondeur de formations argileuses riches en minéraux gonflants qui présentent de fortes variations de volume en cas de modification de la teneur en eau.

- ◆ Dispersion des départements suivant la fréquence* de la sécheresse

	Fréquence de la sécheresse en %
Minimum (20, 22, 23, 29, 76)	0,0
1 ^{er} quartile	0,1
Médiane	1,0
Moyenne	2,6
3 ^e quartile	3,6
9 ^e décile	8,3
Maximum (82)	18,5
Ecart type	3,7

- ◆ Fréquence* de la sécheresse par département



Le Tarn-et-Garonne a enregistré une proportion de communes sinistrées par la sécheresse supérieure à 15 %, suivis par le Val-de-Marne, le Gers, le Lot-et-Garonne, la Haute-Garonne et la Seine-Saint-Denis avec des fréquences* comprises entre 10 % et 15 %.

* La fréquence présentée ici est le rapport, pour chaque département, du nombre de communes touchées par un arrêté sécheresse de 1988 à 2014 (27 années) sur 27 fois le nombre de communes du département répertoriées.

6. RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES PAR DEPARTEMENT

* Les coûts moyens sont en euros 2014, actualisés par l'indice FFB.

		RESULTATS CUMULES 1988 – 2014 TOUS PERILS				RESULTATS 2014 TOUS PERILS			
		FREQUENCE EN %	INDEMNITE MOY. (milliers euros)*	S/P EN %	INDEMNITE MOY. DES PARTICULIERS (milliers euros)*	FREQUENCE EN %	INDEMNITE MOY. (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOY. DES PARTICULIERS (milliers euros)
01	AIN	0,4	12,2	18,4	5,4	0,1	6,5	3,4	6,1
02	AISNE	1,3	11,4	62,2	10,1	0,1	2,7	0,7	2,3
03	ALLIER	0,4	5,9	12	5,2	0,2	7,6	6,1	8,5
04	ALPES (HTE PROVENCE)	0,7	7,2	26,6	5,5	3,3	4,4	57,6	4,3
05	ALPES (HAUTES)	0,3	10,5	10,4	6,7	0,3	4,5	4,3	3,1
06	ALPES MARITIMES	1,4	13,7	56,9	9,4	3,2	12,0	144,6	13,1
07	ARDECHE	1,1	7,8	40,1	6	2,8	6,8	76,0	6,6
08	ARDENNES	4,6	17,5	270,4	9,5	0,1	2,9	1,0	3,9
09	ARIEGE	0,7	9,6	26,1	8,9	1,7	11,1	67,0	11,4
10	AUBE	0,3	21,5	7,4	5,4	0,1	2,4	0,7	3,5
11	AUDE	3,6	12,8	228	10,5	2,8	8,4	95,4	7,8
12	AVEYRON	0,9	12,4	56,9	6,9	3,7	13,9	224,4	11,3
13	BOUCHES DU RHONE	1,5	11,3	58,1	7,8	0,4	4,8	7,0	4,1
14	CALVADOS	0,9	8,6	29,7	6,5	0,1	8,0	3,6	6,7
15	CANTAL	0,4	6,7	8,1	4,9	0,1	5,4	1,2	2,8
16	CHARENTE	0,4	8,5	5,8	6,5	0,1	149,7	5,7	11,2
17	CHARENTE MARITIME	1,2	27,1	71,8	19,9	0,2	15,9	10,9	14,3
18	CHER	0,5	4,7	5,3	4,2	0,1	2,8	0,8	2,3
19	CORREZE	0,9	13,7	30,7	8,6	0,1	26,5	11,0	8,9
20	CORSE (Hte Corse et Corse du Sud)	2,2	15,9	109,8	9,5	1,5	11,9	71,8	5,1
21	COTE D'OR	0,5	6,1	9,3	5,4	0,4	4,4	6,9	4,7
22	COTES D'ARMOR	0,4	8,4	12,8	5,3	0,5	14,4	27,5	8,0
23	CREUSE	0,1	4,6	1,6	3,6	0,0	3,8	0,0	3,8
24	DORDOGNE	1,6	5,6	26,1	5,2	0,1	4,7	2,8	5,2

RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES PAR DEPARTEMENT

* Les coûts moyens sont en euros 2014, actualisés par l'indice FFB.

		RESULTATS CUMULES 1988 – 2014 TOUS PERILS				RESULTATS 2014 TOUS PERILS			
		FREQUENCE EN %	INDEMNITE MOY. (milliers euros)*	S/P EN %	INDEMNITE MOY. DES PARTICULIERS (milliers euros)*	FREQUENCE EN %	INDEMNITE MOY. (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOY. DES PARTICULIERS (milliers euros)
25	DOUBS	1,0	17,2	37,2	5,6	0,1	5,5	1,3	6,1
26	DROME	1,5	8,7	46,8	6,3	0,1	7,5	4,8	9,0
27	EURE	0,8	5,9	18,1	5,1	0,1	6,0	3,9	6,6
28	EURE ET LOIR	0,5	6,6	11,5	5,6	0,0	5,9	0,5	2,5
29	FINISTERE	0,7	15,3	42,8	8,3	0,9	16,6	75,6	5,9
30	GARD	6,1	14,6	390,9	9,7	10,3	7,9	328,6	7,5
31	GARONNE (HAUTE)	0,9	10,6	36,0	8,7	1,4	7,2	40,7	6,7
32	GERS	0,9	5,8	26,2	5,6	1,6	7,2	22,8	6,8
33	GIRONDE	0,9	9,3	25,9	8,1	0,5	13,4	27,9	10,6
34	HERAULT	7,0	11,5	325,7	7,2	12,4	8,3	433,0	6,7
35	ILLE ET VILAINE	0,4	9,4	11,9	6,3	0,3	8,3	11,8	5,0
36	INDRE	0,3	5,6	6,7	5,2	0,0	4,8	0,6	4,8
37	INDRE ET LOIRE	0,4	7,1	9,4	6,6	0,1	10,7	1,7	2,2
38	ISERE	0,5	12,7	18,7	8,2	0,2	9,3	5,7	9,3
39	JURA	0,5	6,3	8,2	3,9	0,1	1,7	0,5	1,8
40	LANDES	0,4	10,2	16,7	6,1	2,1	19,3	160,1	10,1
41	LOIR ET CHER	0,4	5,7	9,0	5,3	0,0	2,6	0,1	1,5
42	LOIRE	0,5	8,5	16,5	5,3	0,1	52,9	29,2	5,8
43	LOIRE (HAUTE)	0,6	20,1	65,2	5,6	0,2	7,0	4,7	8,3
44	LOIRE ATLANTIQUE	0,3	19,7	10,1	5,3	0,1	15,1	8,9	18,1
45	LOIRET	0,3	5,8	10,6	6,5	0,3	8,1	12,0	8,9
46	LOT	1,2	10,2	40,9	5,4	0,3	64,8	61,7	37,5
47	LOT ET GARONNE	1,8	6,5	40,6	6,2	0,2	4,5	4,1	6,8
48	LOZERE	1,4	12,3	66,7	6,7	1,3	12,7	80,1	3,6

RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES PAR DEPARTEMENT

* Les coûts moyens sont en euros 2014, actualisés par l'indice FFB.

		RESULTATS CUMULES 1988 – 2014 TOUS PERILS				RESULTATS 2014 TOUS PERILS			
		FREQUENCE EN %	INDEMNITE MOY. (milliers euros)*	S/P EN %	INDEMNITE MOY. DES PARTICULIERS (milliers euros)*	FREQUENCE EN %	INDEMNITE MOY. (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOY. DES PARTICULIERS (milliers euros)
49	MAINE ET LOIRE	0,5	8,5	13,6	7,9	0,1	2,7	0,6	2,7
50	MANCHE	0,4	6,3	10,5	4,8	0,0	7,1	1,8	7,7
51	MARNE	0,4	7,2	9,2	6,1	0,2	4,3	2,9	3,9
52	MARNE (HAUTE)	0,4	6,7	14,1	5,8	0,1	3,7	0,9	3,7
53	MAYENNE	0,4	5,5	4,8	4,0	0,1	5,0	1,6	5,6
54	MEURTHE ET MOSELLE	1,1	7,7	14,2	5,9	0,2	4,2	1,8	4,8
55	MEUSE	0,9	5,0	13,4	3,3	0,1	7,2	2,1	7,2
56	MORBIHAN	0,4	6,5	13,1	5,4	1,1	7,9	39,7	8,3
57	MOSELLE	0,6	8,4	5,3	5,0	0,4	3,1	3,0	2,7
58	NIEVRE	0,4	5,8	9,3	5,0	0,0	4,1	0,0	3,1
59	NORD	0,6	6,6	12,8	5,4	0,2	7,3	6,4	7,0
60	OISE	1,0	11,9	42,0	9,9	0,3	8,2	5,6	10,4
61	ORNE	0,3	11,5	6,3	4,1	0,1	4,1	0,8	2,5
62	PAS DE CALAIS	0,9	6,9	20,7	5,7	0,3	5,9	8,1	6,5
63	PUY DE DOME	0,5	7,5	19,2	6,5	0,2	4,0	3,1	3,3
64	PYRENEES ATLANTIQUES	1,1	13,1	51,7	9,5	4,8	18,9	256,8	13,2
65	PYRENEES (HAUTES)	0,9	48,6	229,5	11,4	1,2	11,9	34,3	11,4
66	PYRENEES ORIENTALES	1,5	8,9	73,2	5,8	3,7	8,8	216,0	5,8
67	RHIN (BAS)	0,6	5,5	2,7	4,1	0,2	3,5	2,0	3,9
68	RHIN (HAUT)	0,5	7,0	3,3	5,5	0,3	7,6	6,7	9,0
69	RHONE	0,5	10,7	14,0	7,0	0,2	5,4	2,9	4,4
70	SAONE (HAUTE)	0,8	8,2	13,1	4,2	0,0	0,1	0,0	0,1
71	SAONE ET LOIRE	0,5	6,5	10,7	4,8	0,9	7,8	25,1	5,5
72	SARTHE	0,6	8,0	14,6	7,1	0,1	5,0	1,4	5,9

RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES PAR DEPARTEMENT

* Les coûts moyens sont en euros 2014, actualisés par l'indice FFB.

		RESULTATS CUMULES 1988 – 2014 TOUS PERILS				RESULTATS 2014 TOUS PERILS			
		FREQUENCE EN %	INDEMNITE MOY. (milliers euros)*	S/P EN %	INDEMNITE MOY. DES PARTICULIERS (milliers euros)*	FREQUENCE EN %	INDEMNITE MOY. (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOY. DES PARTICULIERS (milliers euros)
73	SAVOIE	0,3	9,7	12,8	5,9	0,2	38,6	34,3	4,1
74	SAVOIE (HAUTE)	1,6	7,2	33,9	5,9	0,2	6,9	2,7	8,6
75	PARIS	0,4	13,8	7,3	8,8	0,1	40,4	13,4	4,0
76	SEINE MARITIME	1,1	9,1	38,6	6,8	0,2	12,2	3,0	4,7
77	SEINE ET MARNE	0,6	9,0	12,7	7,9	0,1	7,1	2,3	3,0
78	YVELINES	0,3	9,4	7,0	9,5	0,3	4,7	2,8	6,3
79	SEVRES (DEUX)	0,3	7,8	3,6	6,1	0,1	2,4	0,8	1,4
80	SOMME	0,9	9,6	29,5	9,0	0,3	4,1	4,7	4,1
81	TARN	1,7	14,9	82,9	7,3	0,8	6,2	18,8	6,8
82	TARN ET GARONNE	1,5	9,7	64,8	7,7	0,3	4,7	6,6	4,1
83	VAR	2,5	14,2	128,9	10,2	8,7	12,6	512,8	11,0
84	VAUCLUSE	2,5	14,8	136,4	10,8	0,2	8,5	3,2	8,4
85	VENDEE	0,6	24,8	38,6	25,0	0,1	55,4	26,1	3,7
86	VIENNE	0,5	5,8	6,9	5,5	0,1	5,2	2,2	5,0
87	VIENNE (HAUTE)	0,3	16,6	17,2	9,3	0,1	8,5	2,4	9,5
88	VOSGES	0,9	10,2	14,3	4,2	0,2	4,6	2,4	3,1
89	YONNE	0,6	6,6	9,4	5,8	0,4	8,0	15,4	3,7
90	TERRITOIRE DE BELFORT	1,0	9,7	12,9	5,6	0,1	22,3	9,7	56,7
91	ESSONNE	0,7	8,0	12,0	7,7	0,1	3,0	1,1	2,2
92	HAUTS DE SEINE	0,5	11,7	13,1	6,5	0,2	7,5	1,6	9,8
93	SEINE ST DENIS	1,0	6,9	19,3	6,5	0,1	8,6	3,3	4,4
94	VAL DE MARNE	0,6	7,6	9,6	7,5	0,1	43,5	18,6	6,9
95	VAL D'OISE	0,7	10,7	20,1	7,1	0,2	8,3	2,2	8,8

ANNEXES

1. LES RESULTATS COMPTABLES ET TECHNIQUES

(1) A partir de 1994 les chiffres officiels de l'ACPR n'intégrant pas les succursales étrangères d'un pays de l'Union Européenne, les résultats ci-dessous sont extrapolés sur la base des primes du marché national.

▪ Evolution des cotisations (en millions d'euros)

Source : états comptables A1/C1

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997	1998
Cotisations (primes nettes)	88	315	427	481	498	525	552	574	601	607	640	661	729	747	773	766	763
Variations (en %)	--	--	--	+ 12,5	+ 3,5	+ 5,6	+ 5	+ 3,9	+ 4,7	+ 1,1	+ 5,3	+ 3,4	+ 10,3	+ 2,5	+ 3,5	- 0,9	- 0,4

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012(r)	2013	2014
Cotisations ACPR ⁽¹⁾ (primes nettes)	777	965	995	1 096	1 165	1 213	1 237	1 244	1 270	1 293	1 282	1 300	1 364	1 424	1 453	1 492
Variations (en %)	+ 1,8	+ 24,2	+ 3,1	+ 10,2	+ 6,3	+ 4,1	+ 2,0	+ 0,6	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9	+ 1,4	+ 4,9	+ 4,4	+ 2,0	+ 2,7

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008(r)	2009	2010	2011
Cotisations extrapolées ⁽²⁾ (primes nettes)	764	791	785	784	799	999	1 043	1 141	1 242	1 292	1 323	1 322	1 349	1 377	1 338	1 351	1 418
Variations (en %)	+ 4,8	+ 3,5	- 0,8	- 0,1	+ 1,9	+ 25,0	+ 4,4	+ 9,4	+ 8,9	+ 3,7	+ 2,4	- 0,2	+ 2,0	+ 2,1	- 2,8	+ 1,0	+ 5,0

	2012	2013	2014
Cotisations extrapolées ⁽²⁾ (primes nettes)	1 486	1 520	1 555
Variations (en %)	+ 4,8	+ 2,3	+ 2,3

(2) Chif-fres officiels complétés par une estimation des cotisations pour les succursales étrangères d'un pays membre de l'Union Européenne.

▪ Historique de la part des cotisations cédées aux réassureurs

Source : états comptables A1/C1

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997	1998
Part des cotisations cédées aux réassureurs (en %)	53,4	62,5	71,0	70,3	66,2	55,5	44,4	45,3	44,1	42,3	43,0	45,2	47,1	48,9	51,3	43,9	46,1

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Part des cotisations cédées aux réassureurs (en %)	46,6	57,9	57,6	56,7	62,3	61,3	58,0	59,3	59,8	58,0	58,6	55,4	57,0	56,9	55,3	56,0

▪ Les provisions d'égalisation (en millions d'euros, à la clôture de l'exercice inventorié)

Source : états comptables A1/C1 et rapport de la CCR

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Assureurs directs	156	199	310	324	347	301	195	249	284	367	427	393	254	313
CCR	338	394	416	467	483	525	499	406	349	300	310	230	155	261
Ensemble	494	593	726	791	831	826	694	655	633	667	738	623	409	574

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Assureurs directs	344	301	294	291	301	255*	241	246	240	156	158	167	204	217
CCR	426	591	340	418	531	900	1 271	1 697	2 026	1 932	2 259	2 512	2 559	2 661
Ensemble	770	892	634	708	832	1 155	1 512	1 943	2 266	2 088	2 417	2 679	2 763	2 878

* Remarque : le stock de provisions d'égalisation des assureurs directs s'inscrit en baisse alors que les dotations 2006 sont positives de 24 M€. Cette apparente contradiction est le fait d'une société importante qui a réaffecté son stock de provisions à la branche dommages aux biens des particuliers.

RESULTATS COMPTABLES PAR ANNEE (1982-1996)

▪ Détail du compte de résultat technique par année comptable

Source : états comptables A1

<i>En millions d'euros</i>	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
RESSOURCES															
Primes nettes	88	315	427	481	498	525	552	574	601	607	640	661	729	764	791
Produits Financiers	4	8	10	11	15	22	33	42	39	46	54	56	53	41	40
CHARGES															
Prestations et frais ⁽¹⁾	3	317	132	36	26	84	280	188	234	99	339	548	742	658	451
Dotations aux provisions ⁽²⁾	173	-6	-98	-35	8	89	146	-211	64	155	232	355	-288	56	83
<i>Sous- total sinistres</i>	<i>176</i>	<i>311</i>	<i>34</i>	<i>1</i>	<i>34</i>	<i>173</i>	<i>426</i>	<i>-23</i>	<i>298</i>	<i>254</i>	<i>571</i>	<i>903</i>	<i>455</i>	<i>714</i>	<i>535</i>
<i>Sous- total chargements</i>	<i>9</i>	<i>35</i>	<i>99</i>	<i>113</i>	<i>122</i>	<i>131</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>154</i>	<i>172</i>	<i>165</i>	<i>164</i>	<i>171</i>	<i>128</i>	<i>139</i>
REASSURANCE															
Primes acquises aux réassureurs	47	197	303	338	330	291	245	260	265	257	275	299	343	373	406
Part des réassureurs dans les charges ⁽³⁾	146	347	93	74	92	164	269	49	195	150	303	524	293	474	302
<i>Solde de réassurance⁽⁴⁾</i>	<i>-99</i>	<i>-150</i>	<i>210</i>	<i>264</i>	<i>238</i>	<i>127</i>	<i>-24</i>	<i>211</i>	<i>70</i>	<i>107</i>	<i>-28</i>	<i>-225</i>	<i>51</i>	<i>-100</i>	<i>103</i>
Dotations aux provisions d'égalisation ⁽⁵⁾	-1	2	-43	-43	-53	-71	-50	-114	-20	-26	43	106	-58	22	64
Provisions pour SAP au 31 décembre			73	38	45	137	282	86	150	310	544	899	620	646	648
Résultat technique	35	-4	48	69	55	44	-3	169	96	92	27	-15	44	56	50

(1) Nettes de recours et y compris frais de gestion des sinistres

(2) Dotations aux PSAP nettes de recours + Dotations aux autres provisions techniques

(3) Prestations payées + dotations + commissions reçues des réassureurs

(4) Primes acquises aux réassureurs – part des réassureurs dans les charges

(5) Dotations aux autres provisions techniques

RESULTATS COMPTABLES PAR ANNEE DEPUIS 1997

■ Détail du compte de résultat technique par année comptable

Source : états comptables C1

<i>En millions d'euros</i>	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total depuis 1982
RESSOURCES																			
Primes nettes ⁽⁶⁾	785	784	799	999	1043	1 141	1 242	1292	1 323	1 322	1 349	1 377	1 338	1 351	1 418	1 486	1 520	1 555	30 377
Produits Financiers	54	75	115	109	85	50	65	75	76	102	93	81	60	65	48	46	61	61	1 795
CHARGES																			
Prestations et frais ⁽¹⁾	336	409	515	853	627	817	707	901	470	494	631	691	708	1 432	677	605	574	788	16 374
Dotations aux provisions ⁽²⁾	178	494	543	-471	-144	40	638	-379	396	-108	60	21	-130	13	-32	153	45	45	2 086
<i>Sous-total sinistres</i>	<i>514</i>	<i>903</i>	<i>1 058</i>	<i>382</i>	<i>484</i>	<i>857</i>	<i>1345</i>	<i>522</i>	<i>867</i>	<i>386</i>	<i>691</i>	<i>712</i>	<i>577</i>	<i>1 444</i>	<i>645</i>	<i>758</i>	<i>619</i>	839	18 466
<i>Sous- total chargements</i>	<i>141</i>	<i>138</i>	<i>148</i>	<i>174</i>	<i>184</i>	<i>194</i>	<i>191</i>	<i>215</i>	<i>218</i>	<i>209</i>	<i>210</i>	<i>237</i>	<i>227</i>	<i>230</i>	<i>233</i>	<i>244</i>	<i>245</i>	271	5 584
REASSURANCE																			
Primes acquises réassureurs	344	362	372	578	600	647	774	793	767	784	806	798	784	748	809	846	841	871	16 754
Part des réassureurs dans les charges ⁽³⁾	277	520	708	180	243	595	821	301	449	193	415	359	301	835	298	404	278	447	11 097
<i>Solde de réassurance</i> ⁽⁴⁾	<i>67</i>	<i>-158</i>	<i>-335</i>	<i>399</i>	<i>358</i>	<i>52</i>	<i>-47</i>	<i>492</i>	<i>318</i>	<i>591</i>	<i>391</i>	<i>439</i>	<i>483</i>	<i>-87</i>	<i>511</i>	<i>442</i>	<i>563</i>	424	5 658
Dotations aux provisions d'égalisation ⁽⁵⁾	65	- 36	-144	63	28	-38	- 3	- 21	+ 30	+ 23	-14	4	0	- 81	0	15	36	14	- 300
Provisions pour SAP au 31 décembre	760	1 298	1 987	1 481	1 338	1 387	2 068	1 695	2 072	1 929	2 007	2 049	1 876	1 959	1 924	2 071	2 073	2 109	2 109
Résultat technique	120	- 25	23	114	91	62	- 204	118	-22	+ 227	134	59	100	- 188	51	68	138	65	1 664

(6) Chiffres officiels complétés par une estimation des cotisations pour les succursales étrangères d'un pays membre de l'Union Européenne.

▪ Evolution du coût global (en millions d'euros) par exercice de survenance

Source : états comptables B10/C10

(1) A partir de 1994 les chiffres officiels n'intègrent pas les succursales étrangères d'un pays de l'Union Européenne, les charges sont alors estimées à 100 % du marché à partir du rapport S/P des états C10.

VU FIN DE	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997	1998	1999
1 ^{re} année	370	310	24	14	39	151	367	27	267	53	361	654	305	580	340	210	335	1 030
5 ^e année	345	325	24	15	55	200	335	163	584	217	485	698	380	710	690	470	455	805

VU FIN DE	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total depuis 1982
1 ^{re} année	490	490	1 095	1 380	195	395	355	615	500	515	1 635	710	420	590	930	15 752
5 ^e année*	420	385	1 200	2 250	170	555	315	640	500	480	1 270	1 090	410	465	930	18 036

* Fin de 5^e année ou dernier état connu

▪ « Triangle » des rapports sinistres à primes (en %)

Source : états comptables B10/C10

VU FIN DE	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997	1998
1 ^{re} année	421	99	6	3	8	30	70	5	46	9	58	100	42	76	43	27	43
2 ^e année			6	3	13	39	65	12	73	18	72	104	47	86	63	54	55
3 ^e année			6	3	12	37	62	18	89	29	74	104	49	90	84	61	54
4 ^e année			6	3	11	36	62	24	99	36	77	108	48	95	88	60	57
5 ^e année	391	102	6	3	12	38	59	29	105	39	81	111	52	93	87	60	58

VU FIN DE	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
1 ^{re} année	129	49	47	96	111	15	30	27	46	36	38	121	50	28	39	60
2 ^e année	114	49	42	96	136	12	25	24	47	41	31	117	80	32	31	
3 ^e année	106	43	39	102	170	12	31	25	48	40	36	108	83	28		
4 ^e année	101	42	38	106	173	13	41	24	47	37	36	107	77			
5 ^e année	101	42	37	105	181	13	42	24	47	36	36	94				

■ Part des paiements effectués dans l'ensemble de la charge des sinistres

Source : états comptables B10/C10

VU FIN DE	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997	1998	1999
1 ^{re} année	39	28	27	28	43	33	67	21	42	22	38	60	37	22	11	15
2 ^e année	85	84	81	80	90	56	58	45	79	82	77	80	52	37	32	72
3 ^e année	95	94	94	92	96	51	69	60	85	88	84	84	57	50	46	82
4 ^e année	97	98	97	97	98	62	80	70	90	90	87	87	69	63	61	90
5 ^e année	99	99	98	99	99	72	86	78	91	92	84	89	78	77	71	92
6 ^e année													80	78	76	92

VU FIN DE	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
1 ^{re} année	18	30	43	11	10	14	10	26	22	18	58	10	19	31	32
2 ^e année	59	68	77	48	45	39	39	56	64	45	79	24	32	67	
3 ^e année	76	80	80	48	56	36	42	64	74	47	89	33	42		
4 ^e année	83	89	84	57	59	35	52	74	84	59	93	47			
5 ^e année	87	93	89	67	64	49	62	81	90	73	95				
6 ^e année	85	92	91	76	61	62	76	86	93	81					

2. HISTORIQUE DES FREQUENCES DES SINISTRES PAR CATEGORIE D'ASSURES

Source : Enquête AFA

Les chiffres ci-après sont observés en fin de 1^{re} année

Fréquence en ‰	1982*	1983*	1984*	1985*	1986*	1987*	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Particuliers	10,2	6,1	0,2	0,1	0,5	4,4	1,4	0,3	1,0	0,3	1,3	2,5	1,2	1,8	1,2	0,8	1,1
Entreprises ⁽¹⁾	12,5	10,0	0,6	0,4	0,9	6,2	3,6	0,6	2,2	0,4	3,2	4,4	2,0	3,8	1,7	1,2	1,7
Agricoles	68,8	14,2	0,3	0,3	0,7	31,6	1,6	2,5	0,8	0,4	1,7	3,0	1,8	2,3	1,7	1,0	1,9
Ensemble	12,5	6,7	0,3	0,1	0,5	5,3	1,6	0,4	1,2	0,3	1,5	2,7	1,3	2,1	1,3	0,9	1,2

Fréquence en ‰	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Particuliers	3,1	1,3	1,4	2,1	1,9	0,6	0,8	0,5	0,9	0,6	0,3	1,2	0,6	0,3	0,7	1,1
Entreprises ⁽¹⁾	5,2	3,9	1,5	} 2,1												
Agricoles	7,0	0,4	nd		2,2	0,5	0,7	0,2	0,8	0,6	0,6	1,7	1,1	0,4	0,7	1,2
Ensemble	3,5	1,3	1,4	2,1	1,9	0,6	0,8	0,4	0,9	0,6	0,3	1,2	0,6	0,3	0,7	1,1

* Pour ces années, la chronique des fréquences inclut la sinistralité tempête.

(1) A partir de 2001 les entreprises regroupent l'ensemble des professionnels (y compris agricoles).

